

Madame et Monsieur les coprésidents,
Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi de remercier les panélistes et surtout les survivants pour les présentations très poignantes et éclairantes qu'ils nous ont faites sur la réalité de la traite des êtres humains, une réalité révoltante mais que nous devons regarder en face si nous voulons trouver les moyens adéquats pour y répondre et pour venir en aide aux victimes de cette traite.

En tant que membre fondateur des Nations Unies, le Luxembourg n'a eu de cesse de s'engager en faveur de la démocratie, de l'Etat de droit, des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Or, la traite de millions de personnes, l'activité criminelle organisée la plus profitable qui soit, après le trafic des drogues, représente un échec de tous les pays impliqués pour préserver ces droits et ces libertés fondamentales des victimes.

Si près de deux millions et demi de personnes sont victimes de ce fléau mondial, nous en portons tous une part de responsabilité. Aucun pays n'est à l'abri de la traite des personnes. Presque tous y jouent un rôle, soit comme pays de provenance, soit comme point de transit, soit comme pays de destination. Il est donc indispensable que tous les Etats membres de l'ONU s'engagent dans la lutte contre ce fléau, en ratifiant et en mettant en œuvre à titre prioritaire la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et son Protocole additionnel visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants. Les mesures pour protéger et aider les victimes qui figurent dans le plan d'action mondial des Nations Unies pour la lutte contre la traite des personnes adopté en juillet 2010 méritent toute notre attention.

Nous devons tous faire preuve de volonté politique pour apporter aux victimes tout le soutien dont elles ont besoin : citons dans l'immédiat la protection de leur intégrité physique et mentale, notamment à travers la prestation des soins de santé et de l'appui psychologique nécessaire ainsi que la mise à l'abri devant les acteurs criminels des réseaux de trafic. La mise en place d'un guichet unique avec un numéro d'urgence pour les victimes est un bon début, ainsi que des campagnes de communication visant à gagner la confiance des victimes. L'étape suivante est leur retour et leur réintégration socio-économique, tout en tenant compte des grandes difficultés que peuvent rencontrer les victimes au moment de la réinsertion dans leur communauté d'origine. Les victimes ont besoin d'un encadrement pour surmonter les séquelles physiques et psychologiques du traumatisme qu'elles ont vécu.

Nous devons tout coordonner les activités de prévention, de répression et d'appui aux victimes. Les efforts multilatéraux comme ceux de l'ONUDC, du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, de l'UNICEF ou de l'OIM doivent nous aider à orienter et focaliser nos efforts communs pour mettre fin à la traite des êtres humains.

Enfin, comme Madame Al-Maliki l'a dit, nous devons nous attaquer aux causes profondes de la traite des personnes. Nous devons renforcer nos efforts en matière de coopération au développement et tout faire pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement.

Pour conclure, je voudrais faire une annonce. Le 4 novembre 2010, le Luxembourg a participé au lancement du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour venir en aide aux victimes de la traite des personnes en annonçant une contribution initiale au Fonds, à l'instar de nos partenaires du Qatar, de l'Egypte et de la Thaïlande. Aujourd'hui, à l'occasion de ce dialogue interactif, et en réponse à l'appel lancé ce matin par le Président de l'Assemblée générale et cet après-midi par le Dr. Hammad, j'ai l'honneur d'annoncer que le Luxembourg a décidé de faire une nouvelle contribution au Fonds de 30.000 euros, soit environ 40.000 dollars des Etats-Unis. Ce soutien au Fonds administré par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) reflète notre appui continu aux objectifs et aux activités de l'ONUDC ainsi qu'aux efforts du groupe des amis « Unis contre la traite des personnes ».

Comme l'a dit Madame Ezeilo : « All hands must be on deck » ! Our hands are on deck, let's all act together.

Je vous remercie pour votre attention.

Co-Chairs,
Ladies and Gentlemen,

Allow me to thank the panelists and especially the survivors for their very poignant and enlightening presentations on the reality of human trafficking. This reality is appalling, but we must face it if we are to find the adequate response to it and to assist the victims of trafficking.

As a founding member of the United Nations, Luxembourg has always been committed to support democracy, the rule of law, human rights and fundamental freedoms. However, the continuation of human trafficking affecting millions of people, second in profitability only to the drugs trade, is a failure for all the countries involved in preserving these rights and the fundamental freedoms of the victims.

Approximately two and a half million people are victims of this global scourge. We all have to bear a part of responsibility. No country is immune to trafficking, either as a country of origin, transit point or destination. It is therefore indispensable that all Member States of the UN commit themselves to fighting this crime, by ratifying and implementing as a matter of priority the United Nations Convention against Transnational Organized Crime and the Protocol to Prevent, Suppress and Punish Trafficking in Persons, especially Women and Children. The measures for the protection of and assistance to victims listed in the UN Global Plan of Action to Combat Trafficking in Persons, which was adopted in July 2010, deserve particular attention.

We need to show political will to give the victims all the support they need: most urgently, the protection of their physical and mental health, notably through medical and psychological care as well as through protection from the criminal agents of the trafficking networks. Setting up a one-stop shop address for victims with an emergency phone number for victims is a good start, as are communications campaigns to gain the victims' trust. The next step is their return and socio-economic reintegration, all the while taking into account the great difficulties that victims can encounter when they are reinserted into their communities of origin. Victims also need to be accompanied to surpass physical and psychological consequences of the trauma they have suffered.

We must coordinate activities of prevention, repression and support to victims. Multilateral efforts like those of UNODC, the Office of the High Commissioner for Human Rights, UNICEF or the IOM, need to help guide and focus our common efforts to end human trafficking.

Finally, as Mrs. Al-Maliki has said, we must address the root causes of human trafficking. We must strengthen our efforts in development cooperation and do our utmost to reach the Millennium Development Goals.

To conclude, I would like to make an announcement. On 4 November 2010, Luxembourg took part in the launch of the United Nations voluntary trust fund for victims of trafficking in persons and announced an initial contribution to the fund, like our partners from Qatar, Egypt

and Thailand. Today, on the occasion of this interactive dialogue, and in response to the calls made this morning by the President of the General Assembly and this afternoon by Dr. Hammad, I have the honour to announce that Luxembourg has decided to make a new contribution to the Fund in the amount of 30,000 euros, or approximately 40,000 US dollars. This contribution to the Fund managed by the United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC) reflects our continuous support to the objectives and activities of UNODC as well as our support to the efforts of the Group of Friends « United against Human Trafficking ».

As Ms. Ezeilo has said: « All hands must be on deck » ! Our hands are on deck, let's all act together.

I thank you for your attention.